

*l'Anti*capitaliste

n°699 | 14 mars 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

LE 19 MARS ET APRÈS...

**POUR NOS SALAIRES
ET LES SERVICES
PUBLICS**



EN GREVE!

ZOOM

Portugal. Un virage électoral à droite avec un avenir incertain

Page 3

ARGUMENTS

Écologie. La PAC, des aides au service des profits et d'un modèle agricole productiviste

Page 5

LUTTER

Éducation. Dans le 93, évidemment qu'on continue à lutter pour le plan d'urgence

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Berivan Firat (Conseil démocratique kurde en France)

Page 8

Édito

La mobilisation pour la Palestine est la réponse à l'hypocrisie de Macron et Biden

Par ANTOINE LARRACHE

Macron est vraiment le plus incroyable des hypocrites : il publie sur X un colis humanitaire avec une énorme drapeau français dessus pour prétendre que la France serait solidaire des Palestiniens. Depuis le 7 octobre, il n'a pourtant cessé de soutenir le prétendu « droit à se défendre d'Israël ». En dix ans, la France a vendu 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël, dont 25,6 millions en 2022. L'entreprise française Carrefour fait des affaires en Israël et des dons massifs à son armée. L'État français a interdit et réprimé les premières manifestations de solidarité avec Gaza. Du côté des États-Unis, la même hypocrisie est aux commandes : alors qu'il a ouvert financé les massacres à Gaza (17 000 tonnes de matériel militaire envoyé, 14 milliards d'aide à Israël en plus des 3,8 milliards annuels), Biden critique maintenant Netanyahu et prétend vouloir arrêter la guerre et interdire les bombardements à Rafah. En réalité, ces revirements n'ont qu'une origine : la pression exercée par les mobilisations de masse dans le monde entier. Biden risque fort de perdre la prochaine élection présidentielle car il a perdu le soutien de beaucoup de jeunes et de personnes racisées révoltées. Macron continue à jouer son petit jeu bonapartiste, symbolisé par la même formule depuis 2017, celle du « en même temps » : de gauche et de droite, pro-Israël mais pas totalement anti-Palestiniens, etc. Les décisions et les prises de position de la Cour internationale de Justice sont le résultat de la mobilisation internationale. Elles montrent que ce qu'on fait met en difficulté ceux qui nous gouvernent, mais elles ne suffisent pas à arrêter la guerre et obtenir justice pour les Palestiniens, car les États impérialistes ne comptent absolument pas faire quoi que ce soit contre Israël, qui est leur principal allié dans la région pour défendre leurs intérêts. Alors, plus que jamais, il faut renforcer la mobilisation, construire des collectifs locaux à la base. C'est par en bas que nous construirons la solidarité avec la Palestine.

Bien dit

Notre film montre où la déshumanisation mène, dans le pire des cas. [...] Nous nous tenons ici en tant qu'hommes qui réfutent que leur judéité et l'Holocauste soient détournés par une occupation qui a conduit à des conflits pour tant de personnes innocentes, qu'il s'agisse des victimes du 7 octobre en Israël [...] ou de l'attaque en cours à Gaza. Toutes les victimes de cette déshumanisation. Comment résister ?

JONATHAN GLAZER, réalisateur du film *La Zone d'intérêt* lors de la 96^e cérémonie des Oscars le 10 mars 2024.

À la Une

LE 19 MARS ET APRÈS En grève et mobiliséEs pour les salaires et les services publics

Mardi 19 mars, les travailleurEs de la fonction publique sont appeléEs à la grève par un large arc intersyndical. Dans un contexte de coupes budgétaires féroces, le partage des richesses, qui passe par la défense du bien public et des salaires, est un enjeu fondamental.

Éternel optimiste de la croissance capitaliste, le ministre de l'Économie a pourtant dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour cette année, de 1,4% à 1% du PIB. Une façon de justifier de nouvelles « économies » présentées comme nécessaires : 10 milliards, dont la moitié proviendrait d'annulations de crédits dans les budgets des ministères. « L'État va se serrer la ceinture », a résumé Bruno Le Maire...

Coupes féroces et cure austéraitre

Personne n'est dupe des conséquences qu'auront ces coupes supplémentaires sur le fonctionnement et le développement des services publics, l'accueil des usagerEs, les conditions de travail et de rémunération des salariéEs de la fonction publique. D'autant plus que, il y a quelques jours, le ministre des Comptes publics, Cazenave, a annoncé aux parlementaires « porter notre effort de 12 à 20 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour l'année 2025 »... Condamnation à l'austérité à perpétuité ? Hasard du calendrier, à peu près au moment où Le Maire annonçait sa potion amère étaient publiés des chiffres étourdissants sortis des livres de comptes des entreprises du CAC40. Ainsi 25 de ces entreprises ont annoncé 123,9 milliards de bénéfices réalisés l'année passée. Parmi

PRÉCARITÉ DES ENSEIGNANTS



elles, TotalEnergies, Stellantis, Orange... De l'argent il y en a, reste à aller le prendre afin de le mettre au service de la collectivité !

En lutte pour nos salaires et la défense des services publics

Tout augmente... sauf les revenus ! Même si elle a un peu diminué, l'inflation continue et les prix augmentent, de près de 3% sur une année selon l'Insee : l'énergie (+ 4,4%), l'alimentation (+ 3,6%), les services (+ 3,1%)... Dans le même temps, les salaires et autres revenus ont durablement décroché. En particulier, le nombre de travailleurEs au SMIC

est passé de 12% en 2021 à 17,3% en 2023. Une augmentation de plus d'1 million de salariéEs au SMIC sur deux ans ! Face à la hausse des prix, la mobilisation est nécessaire pour gagner des mesures immédiates et urgentes : l'augmentation des salaires de 400 euros net ; un revenu minimum à 1800 euros net ; la suppression de la TVA (l'impôt le plus injuste) ; l'indexation des revenus (salaires, allocations, retraites) sur les prix. Dans les services publics, à la question de la rémunération des salariéEs qui les font tourner s'ajoutent celles de la précarité de plus en plus importante des personnels et d'une privatisa-

tion plus ou moins rampante qui met au cœur la question de la rentabilité. Pourtant, la satisfaction de nos besoins vitaux et élémentaires ne doit pas être soumise au fait de pouvoir payer ou non, elle doit être assurée à chacunE quelle que soit sa situation. L'accès à ces services doit être réellement gratuit, contrairement à ce qu'essaient par exemple d'instituer les gouvernements successifs pour la santé.

Riposter ensemble c'est nécessaire et possible !

Après la journée de grève réussie du 1^{er} février, une mobilisation d'ensemble du monde du travail reste à construire. Il y a un an, nous n'avons pas réussi à faire battre en retraite le gouvernement et sa contre-réforme des retraites, mais la combativité et la radicalité sont toujours là. Ainsi, dans le 93, un grand mouvement de grève reconductible se développe dans l'éducation depuis deux semaines pour obtenir un plan d'urgence : 358 millions d'euros chiffrés par les personnels eux-mêmes pour donner au service public d'éducation les moyens de fonctionner correctement. Ces travailleurEs montrent la voie. Le mardi 19 mars ne doit pas rester sans lendemain : il doit être une étape, et pour cela, la grève doit être la plus importante possible, les manifestations les plus massives, et les assemblées générales les plus fréquentées. Dans le contexte d'un capitalisme de crises, la voracité du système et de ceux qui le dirigent est sans limite. Notre camp social peut les arrêter ! Nous devons nous organiser.



Un 8 mars massif pour les droits des femmes

Le 8 mars, la manifestation pour les droits des femmes a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris et dans de nombreuses villes à l'appel des syndicats, des associations féministes, du mouvement social et des partis politiques. Avec, cette année, une dimension anticoloniale particulière.

Photos de la manifestation à Paris. © PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



PORTUGAL Un virage électoral à droite avec un avenir incertain

Dans son ensemble, la droite a obtenu 52,6 % des voix dimanche 10 mars. L'Alliance démocratique (AD), dirigée par le PSD de Luís Montenegro (membre du Parti populaire européen), totalise 29,5 %. Les ultralibéraux de l'Initiative libérale (IL, membre de l'ALDE), atteignent 5 %, tandis que CHEGA (parti d'extrême droite fondé en 2014 et affilié à l'ID-Parti Identité et Démocratie), atteint le retentissant 18 %, garantissant 48 des 230 sièges du Parlement portugais.

Le PS, parti sortant et détenteur de la majorité parlementaire absolue, chute de 41,6 % (2022) à 28,6 %. L'usure accélérée d'un gouvernement en proie à des cas de corruption présumée et incapable de répondre à la crise du logement, de l'inflation et des services publics, même s'il est renversé par une action douteuse du ministère public, a ouvert la voie au changement le plus important vers la droite au cours des dernières décennies. À sa gauche, le Parti communiste a perdu son dernier élu dans l'Alentejo et son deuxième élu à Setúbal, fiefs du parti, réduisant sa représentation à 3,3 %. Le Bloc de Gauche a réussi à accroître ses voix, en maintenant un groupe parlementaire de cinq députés (4,56 %). Au centre-gauche, le LIBRE (Verts européens) est passé de 1 à 4 élus (3,26 %), formant un groupe parlementaire, tandis que le parti animaliste, le PAN, a maintenu son seul élu.

Le trumpisme en contexte portugais

Ces résultats représentent un virage à droite mais avec un avenir incertain. Depuis la chute du



André Ventura, du PSD au mouvement d'extrême droite CHEGA. WIKIMEDIA COMMONS / AGÊNCIA LUSA

gouvernement à majorité absolue du Parti socialiste, annoncée le 7 novembre 2023, la montée de l'extrême droite est l'un des signes les plus forts dans les différentes enquêtes. Jusqu'en 2019, le Portugal faisait figure d'exception dans une Europe où l'extrême droite était de plus en plus présente dans les parlements nationaux. Élu député unique en 2019, l'ancien dirigeant du PSD André Ventura a importé le manuel du trumpisme mondial dans le contexte portugais. Ancré dans une image anti-corruption et donnant une impulsion à un programme punitif, misogynne

et autoritaire, Ventura a réussi à drainer la droite traditionnelle, en combinant des thèmes cachés, comme l'éloge du passé colonial, à une articulation politique dans des secteurs tels que les forces de sécurité.

Le PSD sera obligé d'aller chercher les voix de l'extrême droite

Après de nombreuses années d'hésitation et, lors des dernières élections, l'incertitude d'un gouvernement de droite qui comprendrait CHEGA ayant renforcé la majorité absolue du PS, le PSD a finalement opté pour la

politique du « cordon sanitaire » et a affirmé sa promesse de campagne : ne pas gouverner avec CHEGA, cherchant à intégrer uniquement l'IL. C'est ainsi que le parti ayant obtenu le plus de voix entend former un gouvernement convoqué par le président de la République. Il n'y a cependant aucune garantie qu'il s'agira d'une solution stable. Assumant la position d'opposition, Pedro Nuno Santos, secrétaire général du PS, a déclaré le soir des élections que ce gouvernement ne devra pas compter sur ses voix pour l'approbation des budgets de l'État, obligeant le PSD à chercher les voix des députés CHEGA. L'horizon de nouvelles élections d'ici un an ou deux est réel. Il reste à la gauche à accumuler des forces et à lutter contre un gouvernement qui proposera un programme d'attaque contre les salaires, les services publics et le droit au logement.

Adriano Campos, membre de la direction nationale du Bloc de Gauche, Lisbonne, le 11 mars 2024.

À lire sur le site

Maroc : à Figuig, les femmes en lutte pour le bien commun



No comment

Aya Nakamura ne chante pas en français, c'est une espèce de sabir afro-racaille.

JEAN MESSIHA, homme politique d'extrême droite, attise la haine raciste sur BFM, le 11 mars. La populaire Aya Nakamura est pressentie pour chanter lors de la cérémonie d'ouverture de JO. L'extrême droite s'étrangle !

Agenda

Samedi 16 mars, rencontre de La Brèche sur les racismes d'État avec Olivier Le Cour Grandmaison, Paris. À 17h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12^e.

Samedi 16 mars, manifestation contre les violences d'État et le racisme systémique. À 13h12, République.

Samedi 23 mars, réunion publique du NPA sur la lutte contre l'extrême droite avec Ugo Palheta, Béziers. À 17h, à la Cimade, 14, rue de la Rotonde. Lire aussi page 7.

Samedi 23 mars, manifestation contre le racisme et le fascisme. À Paris, départ 14h Bastille.

Samedi 6 avril, manifestation pour la libération de George Abdallah «40 ans de prison, toute une vie de combat!», Lannemezan (65). Plus d'infos : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com.

Samedi 6 avril, fête anticapitaliste «Pop culture et révolution», Limoges. Dès 16h, salle Édouard-Detaille, 6 rue Édouard-Detaille à Limoges. Théâtre, couscous, débats sur la Palestine et les luttes paysannes, concert de Chaotic Footstompers. Entrée libre. Organisé par le NPA avec Bolchegeek.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Cèllets au Portugal, Paris. À 19h30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

IRAN Le fiasco électoral du régime islamique

Deux élections au suffrage universel ont eu lieu le 1^{er} mars. La première pour élire l'Assemblée législative ; la seconde pour choisir les 88 « experts » religieux ayant essentiellement pour mission de désigner le prochain Guide suprême à vie, la plus haute autorité de la République islamique.

Comme le prévoit le système électoral, toutes les candidatures avaient été préalablement sélectionnées par le pouvoir en place.

Des chiffres records d'abstention et de votes nuls

Après une campagne électorale morne, passée pratiquement inaperçue, tout le monde attendait de savoir combien de personnes allaient participer à ces élections truquées, censées apporter un minimum de légitimité au régime.

Selon les chiffres officiels, le taux de participation global a été de seulement 41 %. Même si ce chiffre apparaît bien exagéré, vu le vide constaté dans les bureaux de vote, c'est le taux le plus faible de toute l'histoire de la République islamique. De plus, la participation a été inférieure à 30 % dans toutes les grandes villes, dont Téhéran avec 20 % de participation.

Par ailleurs, un nombre très élevé de bulletins avaient été délibérément invalidés par avance par des électeurEs qui avaient, par exemple, écrit des insultes dessus. Résultat, le grand vainqueur de ces élections, ce sont, de loin, les non-votants et les bulletins invalidés.

Et tout cela malgré l'intense publicité de dernière minute menée par le Guide et les chefs de son bras armé (Pasdaran), incitant « le peuple musulman » à faire un « Jihad électoral ». L'évidence de cette défaite est telle que seul Khamenei (le Guide suprême

actuel) a osé se ridiculiser en déclarant que « malgré tous les efforts des ennemis de l'islam et l'Iran », les Iraniens ont accompli le Jihad !

Les luttes de clans au sein du régime

Contrairement à ce qu'espéraient nombre de « réformateurs », le Guide en place et son entourage, qui sont les vrais détenteurs du pouvoir, avaient décidé de restreindre encore plus le nombre de candidatures autorisées. Ils n'ont validé que celles étant « fusionnelles avec le Guide suprême ».

Dès le début de la campagne électorale, l'ex-Premier ministre Moussavi avait appelé au boycott. Parmi les nombreuses candidatures invalidées figurait notamment Hassan Rohani, président de la République islamique entre 2013 et 2021, jugé insuffisamment ferme.

De son côté, l'ex-Président Khatami avait essayé dans un premier temps « d'offrir » ses services à l'équipe en place. Mais devant le refus catégorique du Guide actuel de valider, ne serait-ce qu'une petite partie des candidats de ce clan, Khatami a finalement décidé de « ne pas voter personnellement », sans pour autant appeler au boycott.

L'impopularité maintenue du régime

Elle s'est exprimée d'abord et avant tout lors du puissant mouvement de 2022-2023 initié par les femmes. Le soutien populaire au soulèvement s'était étendu bien au-delà des couches sociales habituellement en

conflit avec le régime, exprimant le dégoût généralisé des gens ordinaires.

Le régime avait décidé de « ne pas reculer » devant les demandes sociales, politiques et civiques, exprimées par les centaines de milliers de manifestantEs et les millions de personnes les soutenant. Une répression implacable s'est abattue sur le pays. Ce soulèvement, et la façon dont le pouvoir y a répondu, a encore davantage rétréci l'assise sociale du régime. Celui-ci n'a jamais été autant contesté et détesté.

Relancer et intensifier la répression est un mot d'ordre central du pouvoir depuis la baisse de la contestation politique populaire à la suite de la férocité de la répression. Malgré cela, les mouvements de grève et de contestation sociale, ont peu à peu, retrouvé leur robustesse d'avant l'épidémie de Covid-19.

L'indispensable solidarité internationale

Des milliers de personnes sont toujours emprisonnées pour leur engagement militant. Il est urgent d'agir pour obtenir leur libération. Parmi eux/elles, trois syndicalistes des transports en faveur desquels cinq centrales syndicales françaises sont récemment intervenues auprès du Guide suprême¹.

Berouse Farahany, militant de SSTI (<http://www.iran-echo.com>)

1 - http://www.iran-echo.com/echo_pdf/04032024_fr.pdf.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
2500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ANTILLES Chlordécone, un pas en avant pour obtenir réparation !

Sur proposition du député de Guadeloupe Elie Califer (socialistes et apparentés), l'Assemblée nationale a voté le 29 février une loi reconnaissant la responsabilité de l'État français dans le scandale du chlordécone. La loi doit maintenant passer au Sénat. Ce vote est manifestement un pas en avant.

Jusqu'à notre mobilisation sur le terrain ne pouvait prendre appui dans les institutions que sur trois éléments politiques : l'affirmation d'Emmanuel Macron de la « part de responsabilité de l'État » dans le scandale du chlordécone ; celle du tribunal administratif de Paris reconnaissant des « négligences fautives de l'État » dans le dossier du chlordécone ; les différentes informations accusatrices contenues dans le rapport officiel de la commission parlementaire présidée par Serge Letchimy, président du Conseil exécutif de Martinique.

Une loi importante

L'affirmation claire, dans la loi nouvellement votée, de la responsabilité de l'État dans les dommages causés par le chlordécone est un élément important. L'acharnement des macronistes à vouloir revenir à la formule de « la part de responsabilité » n'est évidemment pas anodine. Tout aussi important est l'amendement proposé par Sandrine Rousseau (et voté par l'Assemblée) selon lequel 15% des profits faits par les firmes ayant fabriqué les produits incriminés doivent servir à alimenter un fonds de réparations. Cet amendement reste certes à améliorer par une désignation expresse du chlordécone ainsi que par la prise en compte aussi des profits liés à sa commercialisation, voire à son utilisation par des planteurs en position dominante dans la profession. Il n'empêche que la loi votée porte enfin un regard sur les autres « parts » de responsabilité dans l'empoisonnement de nos pays. Il est également positif que la loi votée aille plus loin que la proposition initiale aussi. En « érigeant comme priorité nationale la recherche scientifique », elle fait de la recherche sur « l'effet cocktail » des différentes molécules auxquelles nous avons été exposés une nécessité.

Claire volonté des députés antillais, appel au mouvement social de France

L'abstention des députés macronistes montre bien leur embarras devant les charges de députés antillais plutôt virulents. Olivier Servat, Jean-Philippe Nilor, Johnny Ajjar et Elie Califer n'y sont pas allés de main morte en montrant une claire volonté de se situer à la hauteur de la colère des peuples antillais, toujours choqués par le scandale judiciaire du non-lieu dans le dossier pénal prononcé le 5 janvier 2023, par la complexité des procédures pour l'indemnisation des ouvriers agricoles et par l'insuffisance criante des plans Chlordécone successifs (en dépit des ajouts faits au compte-gouttes par un gouvernement sous pression). Le mouvement social aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe doit bien mesurer le sens de cet épisode parlementaire qui montre que le pouvoir est sur la défensive, que la mobilisation incessante empêche l'État d'enterrer le problème chlordécone. Il est évident que tous les aspects de ce combat sont liés. La loi votée fournit de nouveaux arguments pour le combat judiciaire, renforce les possibilités d'internationaliser le problème. Les attermolements de la macronie ne peuvent qu'alimenter notre détermination à obtenir la vérité, la justice, les réparations. Il faut espérer que la période de la navette parlementaire, qui commence avec ce vote, sera mise à profit par le mouvement ouvrier et démocratique de France pour une prise de position effective, agissante, dépassant le cadre feutré des « lambris de la République ».

Car cette question, au-delà de son caractère typiquement colonial, entre dans le cadre mondial de la lutte pour que la vie et la dignité humaine l'emportent sur les calculs égoïstes et criminels des lobbys des pesticides et du productivisme agricole.

Le Groupe Révolution Socialiste (GRS) de Martinique

GRÈCE La loi « facs privées » votée au rabais, le combat continue !

Mitsotakis pouvait se réjouir vendredi 8 mars : sa loi autorisant les facs privées a été votée dans la soirée, et divers fonds financiers s'apprêtent à faire s'installer en Grèce des établissements universitaires « non étatiques à but non lucratif », pour lesquels le terrain a été préparé par diverses dispositions ces dernières années.

La droite réalise ainsi son vieux rêve d'offrir un nouveau marché éducatif (existant au primaire et au secondaire) aux capitalistes grecs et étrangers, et d'attaquer davantage encore le service public d'éducation. Néanmoins, cette victoire est très étriquée, et la mobilisation devrait se poursuivre !

Coup d'État constitutionnel de la Nouvelle Démocratie

La Nouvelle Démocratie (ND) a dû reconnaître que sa loi ne respecte pas l'article 16 de la Constitution, interdisant la création de facs privées et assurant le monopole et la gratuité des facs publics. Des recours au Conseil d'État auront lieu. Le service scientifique du Parlement a aussi relevé que le projet n'assurait en rien le but « non lucratif » des facs privées ! Mitsotakis a d'ailleurs étalé son mépris pour le service public, déclarant (dans un festival de haine de classe) que l'époque où l'entreprise était bannie de l'université est achevée, qu'il faut être « moderne »... Le Premier ministre a finalement réussi à ressouder son groupe ND : obligé récemment de tenir son engagement de faire voter une loi pour le mariage homosexuel, il avait été désavoué par l'Église orthodoxe et par une partie de ND, s'alignant



Manifestation le 8 mars à Athènes. NPA

en refus derrière le ministre fasciste Mavroudis Voridis et l'ultra-nationaliste Antónis Samarás. Cette fois, toutEs les députéEs de ND ont voté (159 sur 300)... mais sans obtenir une autre voix (129 contre), alors que les fascistes, le Pasok et une partie de Syriza sont pour les facs privées ! Et surtout, il semble bien qu'une bonne partie de l'opinion publique, prétendue favorable à la fac privée, ait compris le danger pour les jeunes et les travailleurEs. Et cela, avant tout grâce à l'extraordinaire mobilisation des étudiantEs depuis plus de deux mois !

Radicalité et unité

Dans la suite d'une mobilisation infatigable, malgré la tentative de criminaliser les formes d'action (AG massives,

occupations des facs), le 8 mars a été préparé pour une mobilisation nationale. Dès le 7 mars, le bâtiment administratif de la fac d'Athènes a été occupé avec une banderole géante au sommet « Éducation exclusivement gratuite et publique ! ». Et le 8, ce sont entre 20 000 et 30 000 jeunes d'Athènes et de nombreuses facs du pays qui ont manifesté des heures durant, avec de nombreux enseignantEs et divers collectifs syndicaux, tenant tête aux flics sur la place du Parlement, malgré des charges sauvages. À noter, avant le départ de la manif s'est tenu sur place un meeting syndical pour le 8 mars féministe, en solidarité notamment aux femmes palestiniennes. Personne n'a été surpris : une

fois le projet déposé, la loi serait votée. La question sera désormais de voir, toutes et tous ensemble, comment continuer, et surtout comment continuer avec la même détermination contre l'existence mortifère de facs privées, et cela dans l'unité. Car, comme nous le disait une camarade étudiante d'AREN (groupe des plus unitaires de la gauche anticapitaliste) militant dans une des facs les plus battantes, même si les divergences politiques étaient faibles, les différenciations entre diverses forces tendaient à s'accroître. Nos camarades de NAR notent aussi une tendance de quelques groupes à vouloir chapeauter le mouvement. Mais, ajoute notre camarade d'AREN, grâce aussi à la volonté unitaire de deux ou trois groupes, l'unité a été la plus forte : « Dans notre fac, les étudiantEs ont bien compris la nécessité de l'unité et de la lutte en commun ». On a pu observer la même chose dans toutes les manif, et cela explique leur ampleur et l'effet positif que cela a eu pour la popularisation. Dès lundi, AG partout !

A. Sartzekis, Athènes, le 10 mars 2024

À lire sur le site



Entretien avec une camarade d'AREN en Grèce

CORSICA Autonomie et questions sociales en Corse

Si un accord semble être trouvé sur « la reconnaissance d'un statut d'autonomie » de la Corse, Macron et Darmanin se sont empaillés avec la majorité nationaliste modérée de Corse à propos de deux options. Là où celle-ci revendique l'instauration d'un statut de résident, les premiers campent sur la notion de résidence.

Débats de jésuites qui occultent au moins trois problématiques. La première concerne la reconnaissance politique de l'existence du peuple corse. Ce qui induit logiquement la question de la citoyenneté. Enfin le troisième aspect, et non des moindres, concerne une spéculation immobilière et foncière galopante.

Apparition d'une extrême droite

De surcroît, un phénomène est intervenu ces dernières années. Malgré un solde négatif entre les décès et les naissances, notre pays connaît la plus grande hausse démographique par rapport à toutes les autres régions hexagonales. L'acquisition massive de logements et l'achat ou la construction de maisons individuelles drainent une population extérieure séduite par nos espaces mer et montagne. La cause de cet engouement tient au développement d'une industrie du tourisme qui attire bon an mal an quelque trois millions de touristes dont bon nombre se ruent après coup sur le marché de l'immobilier. Tous ces éléments caractérisent un contexte marqué par ailleurs par ce que d'aucuns appellent « une évolution institutionnelle », là où d'autres militent pour un véritable statut d'autonomie.

Avec l'apparition d'une extrême droite qui se réclame de la lutte du peuple corse se font entendre des revendications identitaires qui pèsent, hélas !, sur tous ces débats. Au point que des formations nationalistes se voyant concurrencées n'ont pas trouvé mieux que d'embrayer sur les thématiques de ces fascistes en rejetant désormais le concept de « communauté de destin » porté à l'origine par la gauche du FLNC, et ce, dans une vision de citoyenneté ouverte et inclusive.

Statut d'autonomie et sortie du tout-tourisme et de l'industrie dévastatrice

Face à cette situation, notre mouvement A Manca revendique la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple corse et, dans ce droit fil, un statut d'autonomie avec les pouvoirs législatifs afférents. La taxation massive des revenus liés à un marché locatif aux mains de prédateurs du type « Airbnb », ainsi que le gel des terres menacées par la spéculation font également partie de nos revendications. Sans oublier la construction urgente de logements sociaux qui font cruellement défaut. Il importe tout autant de sortir d'un mode de « développement » basé sur le tout-tourisme et son industrie dévastatrice.

Pour l'heure, malgré les résistances des associations de défense de l'environnement et de toutes celles et ceux qui les soutiennent, ce sont des milliers d'hectares de terres cultivables qui sont vouées au béton, avec une urbanisation démente au sein des grandes localités. Tout cela pendant que notre pays se classe en tête des régions frappées par la précarité au point que des dizaines de milliers de femmes et d'hommes survivent en stagnation au niveau d'un seuil de précarité qui plombe lourdement leurs conditions de vie. Il est donc clair que le capitalisme ne fait pas bon ménage avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Serge Vandepoorte, militant d'A Manca

À lire sur le site



USA. État de l'Union: Biden lance sa campagne au milieu des protestations, par Dan La Botz



Au Tchad, la dictature en marche, par Paul Martial

ÉCOLOGIE LA PAC, DES AIDES AU SERVICE DES PROFITS ET D'UN MODÈLE AGRICOLE PRODUCTIVISTE

La PAC (politique agricole commune) constitue le budget le plus important de l'Europe et le plus profitable pour la France. Dès l'après-guerre, le but de la production agricole française, était-il de « nourrir la France », ou de gagner les marchés mondiaux pour augmenter les profits de quelques-uns ? La crise du monde agricole de ces dernières semaines vient éclairer aujourd'hui les impasses écologiques et économiques de cette politique. Des propositions politiques de rupture apparaissent indispensables. Dossier réalisé par la Commission nationale écologie.

Le chiffre

188%

C'est le taux d'augmentation de la marge des distributeurs alimentaires en vingt ans.

De la régulation productiviste au libre-échange néolibéral

Inspirée du New Deal de 1933 aux États-Unis, d'émulcée productiviste au motif d'assurer la sécurité alimentaire de l'Europe, la PAC (politique agricole commune), mise en place en 1962 par les six États membres d'alors, comprend un puissant volet de régulation publique : prix minimaux garantis, stocks constitués afin de réguler les marchés, quotas de production pour le sucre et le lait, suppression des droits de douane entre les six pays membres, droits de douane à l'import, aides à l'exportation. Le secteur agricole est alors un de ceux qui connaissent les plus forts gains de productivité en France. Valéry Giscard d'Estaing l'affirmait en 1977, « l'agriculture est le pétrole vert de la France ».

80% des aides mobilisées par 20% des agriculteurEs

Le tournant libéral concrétisé par le traité de Maastricht en 1992 met à bas ce système d'intervention publique. La « concurrence libre et non faussée » provoque effondrement des cours, crises de surproduction pour les producteurs français et crise alimentaire pour les pays du sud.

Les quotas laitiers en 2015, puis sucriers en 2017, sont entièrement supprimés :

Les gros utilisateurs de pesticides sont aussi les plus grands bénéficiaires des aides de la PAC

chaque producteur doit négocier les prix avec les laiteries et les transformateurs. Dans le même temps, en vingt ans, la marge des entreprises agroalimentaires progresse de 64 %, celle des distributeurs de 188 %.

Les aides directes, attribuées en fonction de la taille des fermes ou du nombre de bêtes, renforcent les inégalités et l'agriculture intensive. Si, pour un grand nombre de paysanNEs, les aides de la PAC permettent de garder la tête hors de l'eau, 80 % de ces aides sont mobilisées par 20 % des agriculteurs. Du fait de la non-conditionnalité des aides, les gros utilisateurs de pesticides en sont aussi les plus grands bénéficiaires (le géant de l'agroalimentaire Euricom, qui possède la plus grande ferme productrice de riz de Camargue, empoche en un an 680 000 euros).

Le prix du foncier est inaccessible, les plus gros rachètent les terres des plus petits. Du million de fermes de 1988, il n'en reste aujourd'hui que 400 000. Les exploitantEs agri-

coles ne représentent plus que 1,5% de la population active.

La PAC au service du modèle productiviste

La France est le pays européen qui reçoit le plus de subventions de la PAC (9,5 milliards d'euros en 2022), suivie par l'Espagne et l'Allemagne, au profit du modèle productiviste lié à l'agrobusiness défendu par la FNSEA, et aux dépens des véritables besoins tels que l'installation des jeunes agri-

CETTE EUROPE QUI EMMERDE NOS AGRICULTEURS AVEC SES NORMES



CHARMAG

culteurs, le bien-être animal, le soutien aux productions bio ou aux petites fermes !... Dotée d'un budget de 387 milliards d'euros (près d'un tiers



du budget pluriannuel de l'Union européenne), dont 270 milliards d'aides directes aux agriculteurs, la nouvelle PAC 2023-2027, incluant quelques saupoudrages d'agriculture « durable », n'a pas fondamentalement changé ces règles du jeu néolibérales et mortifères.

D'après Romaric Godin², « la crise agricole est une sorte d'avant-garde de la crise capitaliste actuelle ». Du fait de la concurrence et de la stabilité

de la demande mondiale, les gains de productivité stagnent depuis les années 2000. « Sur le plan économique, la situation de l'agriculture française illustre bien les limites de la fuite en avant productiviste sur le capital lui-même. En s'industrialisant massivement, le secteur agricole a acquis un stock de capital considérable qu'il faut entretenir. Plus on gagne en productivité, plus on a donc besoin de faire des bénéfices pour pouvoir maintenir le rendement de l'activité en dépit de ce capital fixe. Il faut donc encore plus mécaniser, ce qui aggrave le problème ».

D'où la pression sur les salaires et les revenus, ceux des salariéEs agricoles bien sûr, notamment des saisonniers, souvent des étrangerEs en situation irrégulière, mais aussi sur les revenus des « exploitants » eux-mêmes.

Sa conclusion est lucide : « L'incapacité du secteur et des pouvoirs publics à proposer une autre organisation où le profit ne soit plus central, mais où la priorité soit donnée aux besoins de nourrir le pays, ne semble donc pas présager la fin de cette crise structurelle. »

1 - <https://pouruneautrepac.eu/quifaitmieuxquelafrance/>

2 - <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/270124/l-agriculture-francaise-au-centre-de-la-crise-capitaliste>

Comment reprendre la main sur l'alimentation ?



Comment assurer demain un revenu au moins égal au SMIC à toutes les travailleurEs de la filière ? Comment organiser concrètement le passage urgent à l'agriculture bio et à l'agroécologie ? Et dans cette perspective, comment garantir l'accès à la terre pour un million de nouveaux paysanNEs ? Comment créer de nouvelles formes de propriété d'usage, évitant la fuite en

avant de l'agrandissement et l'endettement qui va avec ? Beaucoup d'autres questions se posent liées à la gestion de l'eau, à l'impératif de la baisse massive de la consommation de viande, à la consommation la plus locale possible, aux gaspillages scandaleux. Et sans doute d'abord, la cruelle question de l'aide alimentaire.

Pour une Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)

À travers toutes ces questions, se dessine clairement l'enjeu du pouvoir absolu des actionnaires du secteur de l'agro-industrie, de l'industrie de la viande, de la grande distribu-

Toute personne vivant sur le territoire français se verrait attribuer une Carte vitale « alimentation » créditée de 150 euros

tion — le tout lié aux accords de libre-échange.

Au-delà, comme pour la santé, le droit réel à une alimentation saine réclame une logique de protection sociale étendue et la rupture avec la logique du profit. Se dessinent aussi en creux de possibles alliances concrètes entre le monde paysan, de larges couches de travailleurEs et la jeunesse notamment. La proposition de SSA, proposition de lutte évidemment, peut donner

une cohérence d'ensemble, un cadre dynamique crédible pour sortir des impasses du capitalisme agricole.

Concrètement, il s'agit de créer et financer une nouvelle branche de la Sécurité sociale pour l'alimentation. Elle serait financée par une augmentation générale de la partie socialisée des salaires de 400 euros. Toute personne vivant sur le territoire français se verrait attribuer une Carte vitale « alimentation » créditée de 150 euros par mois

utilisables auprès de distributeurs conventionnés.

Ce système de conventionnement garantirait des conditions de production écologiques et socialement justes, de la production paysanne à la restauration collective, en passant par la transformation et la distribution.

Démocratie radicale nécessaire

Une intense mobilisation démocratique dans toute la société sera nécessaire pour la mise en place de la SSA. Nous devons, de toute urgence, nous passer des actionnaires de l'agrobusiness et du crédit bancaire !

L'augmentation générale de 400 euros affectée à la SSA permet de rendre solvable et viable l'ensemble de la chaîne du secteur par le subventionnement SSA. À nous de décider, collectivement, démocratiquement, localement et plus largement jusqu'au niveau national, en démocratie directe et représentative, de ce que nous voulons produire, en quelles quantités, à quelles conditions écologiques et sociales. Et cela, à l'opposé de tout repli nationaliste : la SSA se discute aussi en Belgique, en Suisse, en Espagne. Encore largement ouvert, le débat avance et précise notre perspective écosocialiste.

SANTÉ ET TRAVAIL

La France, lanterne rouge des accidents du travail en Europe!

Les pathologies du travail sont invisibilisées en France. Pourtant, ou à cause de cela, la France est lanterne rouge en Europe pour les accidents du travail. À niveau standardisé de 100 000 salariéEs, la France compte 3 037 accidents graves du travail, contre seulement 921 au Royaume-Uni et une moyenne européenne de 1 700.

CGT, FSU, Solidaires, Andeva (Association nationale de défense de victimes de l'amiante), Association Santé Médecine Travail, Attac, Réseau féministe Ruptures, Cordistes en colère, ASD-Pro, Ateliers travail et Démocratie, Association des experts intervenant en santé au travail organisent les assises de la santé et la sécurité des travailleurEs les 13-14 mars 2024.

Accidents du travail et maladies professionnelles non reconnus

L'idée est qu'elles débouchent sur des actions militantes, construisent des combats communs pour faire de la santé au travail une grande cause publique. Car ces accidents du travail s'enracinent dans l'exploitation, les bas salaires et la précarité, l'organisation patronale du travail et des procès de production, la production des normes. Et la volonté patronale de liquider les collectifs salariés, bien illustrée par la suppression des CHSCT en 2016, va de pair avec les pénuries organisées des inspecteurEs et des médecins du travail, ou la difficulté à faire reconnaître le droit de retrait en situation de danger grave et imminent. Il faudrait aussi parler des sous-déclarations systématiques, pour une caisse financée essentiellement par une cotisation patronale, de l'explosion des atteintes à la santé mentale non reconnues en maladie professionnelle, ou des accidents et des maladies professionnelles invisibles des travailleurEs sans-papiers et des auto-entrepreneurEs à la sauce Uber ou Deliveroo. Comme précarité rime avec travail féminisé et racisé, les travailleuses de l'aide à domicile sont un des secteurs où les accidents du travail sont en large augmentation. Chaque année, dans l'indifférence générale, des dizaines de milliers de travailleurEs sont licenciés pour inaptitude par refus des employeurs d'aménager les postes de travail. Double peine!

Des marqueurs sociaux forts de la pénibilité au travail

Le 13 et le 14 mars, les Assises seront organisées en plénières, mais aussi en groupes de travail, autour de quatre thèmes : Femmes, santé, travail ; Accidents du travail, maladies professionnelles ; réparation, sanction, prévention ; Travail santé environnement (amiante, CMR, pesticides, chlordécone, PFAS...), comment lier la lutte des travailleurEs avec la défense de l'environnement ; Souffrance au travail, risques pro, comment agir sur l'organisation du travail. À 35 ans, la différence d'espérance de vie entre employéEs et cadres est de 6,4 ans chez les hommes et de 3,2 ans chez les femmes. Un fossé qui se creuse car il n'était que de 6 ans il y a une dizaine d'années. Une différence, où l'accès aux soins joue en réalité un rôle mineur, et qui s'explique par la qualité de l'alimentation, du logement, de l'air respiré, de la plus grande consommation de tabac et d'alcool qui ne doit rien au hasard ou aux mauvaises habitudes, mais est un marqueur social fort, et bien sûr aussi par l'intensité et la pénibilité du travail, les accidents et les produits auxquels les travailleurEs sont soumis. Ce n'est donc la faute ni du salarié ni du hasard, mais bien une différence qui plonge au cœur des rapports d'exploitation capitalistes, quelque chose sur lequel ensemble syndicalistes et associations peuvent peser. **Frank Prouhet**

ÉDUCATION Dans le 93, évidemment qu'on continue à lutter pour le plan d'urgence

Pas de retour au calme. Depuis la non-rentree du 26 février, le mouvement dans le 93 prend de la force. Cette deuxième semaine a été marquée par la reconduction de la grève dans plusieurs collèges et par une grève massive le 7 mars.

À l'appel de l'intersyndicale du 93, près de 60% des profs du secondaire et 45% dans le premier degré étaient en grève. Des chiffres qui montrent l'ampleur de la colère et de la détermination. Une grève vivante, dynamique, à l'image de la manifestation parisienne qui a réuni 4 500 personnes en direction du ministère. La lutte s'est aussi étendue à des formes diverses, pour inclure parents et élèves : réunions publiques, déambulations le samedi, journées écoles désertes, expo photos sur l'état désastreux du bâti... Et même des vidéos sur les réseaux sociaux ! Comme celle du lycée Blaise-Cendrars de Sevran qui a fait plus de 2 millions de vues sur TikTok en 4 jours. Quelque chose se passe !

358 millions d'euros pour le 93 Que demande le 93 ? Un plan d'urgence, chiffré par celles et ceux qui y travaillent, au plus près des besoins d'un département qui reste toujours largement sous-doté alors qu'il est celui qui concentre le plus de difficultés. 358 millions d'euros pour des remplaçantEs, des classes moins chargées, des moyens en vie scolaire, des personnels médicaux et sociaux. Une brouille comparée aux deux milliards que coûterait la généralisation de l'uni-



Lors de l'assemblée générale du 7 mars, 400 personnes étaient présentes à la Bourse du travail de Paris. NPA

forme, ou encore à l'argent versé par l'État au privé sous contrat élitiste, comme Stanislas...

Batte la réforme inégalitaire d'Attal

Si la grève est aussi forte dans les collèges, c'est évidemment à mettre sur le compte de l'opposition à la réforme du « choc des savoirs » et aux groupes de niveaux. Pour les collègues mobiliséEs, il n'y a pas de contradiction entre se mobiliser, dans le 93, pour des moyens, et lutter contre une réforme inégalitaire qui frappera plus durement qu'ailleurs les élèves du département. Le plan d'urgence apparaît comme un moyen de (re)faire fonctionner

le collège unique et son hétérogénéité, à rebours du projet d'Attal de revenir sur cinquante ans de démocratisation scolaire. Ce mouvement n'est pas sans rappeler celui de 1998, qui en deux mois de grève avait permis d'obtenir cinq milliards de francs pour 3 000 postes d'enseignantEs, 5 000 postes d'assistants pédagogiques et de nombreuses garanties de moyens pour le 93, qui ont été peu à peu grignotés par la suite.

Rétropédalage de Belloubet et recadrage

Face à la détermination des personnels de l'éducation, largement médiatisée, la ministre a déjà été

contrainte de réagir. Jeudi, jour de la journée d'action du 93, elle a annoncé des assouplissements de la réforme : suppression de la mention « groupe de niveau » dans les textes, et possibilité pour les établissements de panacher temps en groupe et classe entière. Sans être une victoire, cela pourrait être une brèche très sérieuse dans la réforme et la possibilité de commencer à la contester au niveau local dans les collèges où le rapport de forces serait suffisant. Pourtant, dès le lendemain, Gabriel Attal a recadré sa ministre, droit dans ses bottes : il y aura bien des groupes de niveaux dès la rentrée prochaine, sur toutes les heures de maths et de français. Un camouflet pour Belloubet dont on se demande pourquoi elle ne démissionne pas, mais surtout le signe d'une fébrilité du gouvernement, qui nous encourage à poursuivre la lutte.

Dès cette semaine, et encore plus à partir du 19 mars, tout va se jouer. C'est vrai dans le 93, qui tient entre ses mains la possibilité historique de gagner un nouveau plan d'urgence, mais également dans les autres départements, avec l'espoir d'un grand embrasement de l'Éducation nationale et d'une grève reconductible qui commencerait dès le mardi 19. Il est temps !

Raphaël Alberto

DROIT DU TRAVAIL Quatre millions de salariéEs sans inspecteur du travail

La Cour des Comptes vient de publier un rapport intitulé « La gestion des ressources humaines du ministère du Travail »¹. Elle relève que les effectifs ont diminué de 15 % entre 2015 et 2021. La chute serait encore plus brutale si l'année 2022 avait été prise en compte dans le rapport.

Le rapport constate que « le principal contributeur aux économies d'emplois a été l'inspection du travail (contrôle et renseignement inclus)... ». Dans le même temps, les effectifs de l'administration centrale ont augmenté de 6%. « Cette hausse est en partie liée à celle des cabinets ministériels (136 équivalents temps plein travaillés en 2015, 193 en 2021) », mais également aux postes de direction en administration centrale, qui ont connu une croissance de 44% sur la même période. Pendant que les agentEs d'exécution disparaissent, l'encadrement supérieur se multiplie ! La Cour des Comptes en vient-elle à préconiser l'arrêt de cette gabegie bureaucratique, la fin des suppressions d'emplois et le rétablissement des postes disparus ? En bonne gardienne de la doxa néolibérale, elle déclare plutôt que les travaux d'analyse de l'allocation entre les moyens et les missions « ne sont cependant pas suffisants pour conclure à un éventuel sous-effectif au regard des besoins... » !

Conditions de travail insupportables pour les agentEs

Ce rapport, ainsi que la publication concomitante par la CGT-TEFP d'une cartographie des sections d'inspection du travail vacantes², aura eu au moins le mérite d'attirer l'attention sur la situation de ce service public, toujours aussi critique. Près de 400 postes d'agentE de contrôle n'ont pas de titulaire, ce qui repré-



PHOTO THÈQUE ROUGE/AUCE D

sente environ 4 millions de salariéEs sans inspectrice ou inspecteur du travail. La part de postes vacants dépasse les 30% dans une vingtaine de départements, et atteint parfois les 50%. Dans ces situations, le ministère enjoint aux agentEs restantEs d'assurer « l'intérim » : tenir deux postes à la fois, pour des périodes allant de quelques mois à plusieurs années ! Résultat : des salariéEs qui ne voient pas venir les interventions demandées, et des conditions de travail insupportables pour les agentEs. Le ministère du Travail vante des recrutements importants au cours des dernières années. La hausse du nombre de postes ouverts aux concours est réelle, mais vient compenser des départs en retraite tout aussi importants. Et l'embellie semble terminée : 100 recrutements prévus en 2024 viennent d'être purement et simplement annulés, du fait des 10 milliards de coupes budgétaires décrétées par le gouvernement. Surtout, les suppressions de section d'inspection ne cessent pas : 2 200 existaient

en 2017, il n'en restait que 2 000 fin 2023. La France passera prochainement sous la barre symbolique d'une section d'inspection pour 10 000 salariéEs, qui est le ratio préconisé par l'Organisation Internationale du Travail pour les pays industrialisés.

Objectif : retirer aux salariéEs les moyens juridiques et institutionnels de se défendre

Cette mise à mal de l'inspection du travail ne résulte pas seulement des coupes budgétaires qui ont frappé l'ensemble de la fonction publique. Service public tourné vers les salariéEs et leurs représentantEs, l'inspection du travail a été sciemment affaiblie dans le cadre d'un projet global visant à retirer aux salariéEs les moyens juridiques et institutionnels de se défendre, à modifier durablement les conditions de la lutte des classes en faveur des patrons. Une mobilisation pour un grand plan d'urgence à l'inspection du travail, rassemblant les agentEs du ministère du Travail, les organisations syndicales, les forces politiques de gauche ou encore les associations de victimes d'accidents du travail, est plus que jamais d'actualité.

Correspondant

1 - www.ccomptes.fr/fr/publications/

la-gestion-des-ressources-humaines-du-ministere-du-travail

2 - cgt-tefp.fr/carte-interactive-des-sections-territoriales-vacantes/

À lire sur le site



L'ancrage tourangeau du soutien aux PalestinienEs, par Nathalia Renaudin

Culture

ESSAI **Le mensonge Total. Enquête sur un criminel climatique, de Mickaël Correia**

Éditions du Seuil, 2024, 176 pages, 19 euros.

Voilà donc la suite d'une enquête commencée il y a deux ans, avec la parution du livre *Criminels climatiques*. Ce premier volet s'intéressait aux multinationales Gazprom (russe), Aramco (saoudienne), China Energy (chinoise) qui continuaient tranquillement leurs stratégies industrielles, renforçant carrément les exploitations des énergies fossiles (pétrole, gaz, plastique), comme s'il n'y avait pas de crise climatique. En toute hypocrisie. Impunément. Tout cela avec la complicité des gouvernements et des institutions internationales.



La compensation, bien loin de l'écologie!

Avec ce deuxième volet, Mickaël Correia, en lien avec l'équipe de *Mediapart*, continue ce travail en se focalisant cette fois sur la multinationale française TotalEnergies qui bat ses records de profits et aussi des records d'hypocrisie. Derrière sa prétendue préoccupation « verte », il y a la réalité sordide du capitalisme, entre cynisme et violences politiques. Car il n'y pas que les mensonges sur les aspects environnementaux, mais aussi des investissements toujours plus importants sur des projets pétroliers et gaziers ou sur un complexe géant de fabrication de plastique.

Par exemple, Total implante une forêt d'hévéas pour se racheter de la pollution qu'il produit par ailleurs. Un soi-disant équilibre ! Ça s'appelle la compensation, la forêt absorbant un stock de CO₂ produit par les activités pétrolières. C'est un dispositif à la mode, une véritable fumisterie car ça donne l'autorisation de polluer puisque derrière il y a « compensation ».

Mais cette forêt se construit par achats de terres successifs qui sont en fait des expropriations de parcelles utilisées par les populations pour l'agriculture locale. Ça se passe au Congo, avec la complicité du régime congolais (pas spécialement démocratique ni écologiste d'ailleurs). C'est le colonialisme qui continue, avec le soutien de l'État français. Des habitantEs sont expulsés, quasiment pas indemnisés, subissant intimidations et répressions.

Pas loin, en Ouganda et Tanzanie, c'est un oléoduc géant ou de nouveaux forages pétroliers imposés aux populations et qui polluent leurs environnements.

L'hypocrisie totale

L'hypocrisie de Total, c'est celle des pouvoirs partout dans le monde, celle du gouvernement en France bien sûr, principal soutien. L'enquête va fouiller du côté des liens entre diplomates, ministères, députéEs et les conseils d'administration de la multinationale. Jusqu'à la COP28 à Dubaï en novembre où des dirigeants de Total se trouvaient dans la délégation française, invités par Macron !

C'est édifiant. De quoi défendre radicalement la perspective d'une expropriation-socialisation de Total pour un service public de l'énergie, démocratique, sous contrôle des populations, ici comme dans les pays africains.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

► 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

CINÉMA **Béziers, l'envers du décor, de Daniel Kupferstein**

Documentaire français, sorti en salles le 28 février 2024, durée 1h 50 min (version longue de 2 fois 1h 30 min).

Daniel Kupferstein n'est pas un inconnu. Il a réalisé, entre autres, *Les balles du 14 Juillet 1953* et d'autres films sur les massacres de l'État français durant la guerre d'Algérie. N'habitant pas très loin de Béziers il a voulu en savoir plus sur cette municipalité gérée depuis 2014 par Robert Ménard, qui a été soutenu par le Front national, et a réalisé ce documentaire sur l'exercice du pouvoir par l'extrême droite dans une ville. Le résultat est glaçant ! Le réalisateur utilise comme fil conducteur l'étude approfondie du journal municipal de la ville, aidé par un spécialiste du décryptage de ce type de propagande. En partant à la rencontre des habitantEs et de militantEs, nous découvrons « l'envers du décor » de cette ville du sud de la France. Comment ce journal façonne une ligne politique et idéologique d'une France catholique intégriste, rejetant les musulmanEs, tout en voulant contrôler et surveiller l'ensemble

de ses habitantEs. Dans ce journal municipal, au graphisme très proche de *Détective*, l'image de la femme glorifie une icône de ménagère sexy toujours disponible au mâle, à la façon dont les femmes étaient représentées dans les années 1950-1960. Dans la revue, les enfants sont tous blonds, alors que dans cette ville du sud la plupart des habitantEs sont brunEs.

Circulez, vous êtes surveilléEs!

La caméra se promène en centre-ville où les bancs ont été retirés parce qu'il est interdit de s'asseoir. Sous l'œil des caméras de surveillance, cette fois, les gens sont épiés en permanence. Ne vous arrêtez pas, circulez ! Les enfants ne peuvent pas se mouiller sous les jets d'eau de la place centrale, les jours de canicule. La police municipale veille. Cette police, dont le budget a explosé de manière exponen-



tielle — à l'inverse de celui de la médiathèque et des associations de soutien destinées aux quartiers populaires — est armée. Elle est impliquée dans la mort d'un homme de 33 ans durant le couvre-feu en décembre 2020... Les curés sont partout. La fête du cochon est inaugurée par une messe, histoire de flatter le racisme et d'humilier la population tellement diverse de cette ville. La rue du 19-Mars-1962 est rebaptisée du nom d'un officier

putschiste pour honorer l'Algérie française.

Une ville sous la coupe de l'extrême droite

On est sonné quand on sort de la projection ! Le réalisateur a voulu montrer ce que signifiait vivre, à un niveau municipal, sous la gestion politique de l'extrême droite. Il souhaite nous alerter sur ce que cela pourrait donner si un département, une région... ou le pays se retrouvait sous la coupe de l'extrême droite. Il rappelle qu'il y avait deux listes de gauche et une liste citoyenne séparées face à Ménard aux dernières élections municipales de 2020.

Un film comme celui-ci est une œuvre de salubrité publique qui doit nous obliger à dépasser les sectarismes. En commençant par organiser projections et discussions, puisque Daniel Kupferstein est disponible pour en débattre après des projections militantes. **Norbert N.**

POCHE **Les couilles sur la table, de Victoire Tuillon**

Points (pour la version poche), 2021, 240 pages, 9,40 euros.

Le livre, tiré du podcast du même nom, avait reçu en 2019 le Prix de l'essai féministe du magazine *Causette*. Depuis, il est sorti en poche car il reste utile de se questionner sur la « masculinité en crise » et l'ensemble des constructions sociales que l'on voudrait nous faire intégrer comme parfaitement naturelles.

On ne naît pas mascu, on le devient

Personne ne naît en dehors de son temps. Nous sommes tousTEs perméables aux influences culturelles, familiales, sociales, politiques... dans lesquelles nous voyons le jour. La croyance selon laquelle les femmes et les hommes sont différentEs par nature ne résiste pas à une rapide étude historique ou scientifique et nous voyons vite que les genres ne sont pas innés, mais bien acquis,



voire brutalement imposés. Si les hommes sont plus enclins à la violence, si les femmes voient plus spontanément les chaussettes qui traînent, n'en déplaise aux réacs ce n'est pas une question de chromosomes. Ce livre nous amène à considérer en quoi le patriarcat nuit aussi aux hommes

en les poussant à se comporter comme notre monde l'attend, sans place aucune pour les remises en question.

Mais pourquoi sont-ils aussi méchants?

Nous serions tentéEs de répondre « parce que », mais la vérité est plus complexe. Les hommes sont violents entre eux, d'abord, parce que nos sociétés leur imposent d'être forts, parce que les relations entre hommes sont toujours fondées sur la compétition, parce les émotions, la douleur, c'est pour les faibles. Pour être « conformes », ils sont poussés à l'agressivité en tout. Violents envers les femmes, ensuite, et beaucoup, parce qu'ils en ont le droit. Parce que rien n'est fait pour punir réellement les coupables de violences sexistes et sexuelles, parce que la culture du viol n'est pas un mythe, et parce que les femmes sont posées

en objets de désir et en victimes consentantes — ou non, qui s'en soucie ? — de leur besoin de domination. Et lorsque des voix s'élèvent pour dénoncer, ce ne sont pas des hommes déterminés à changer les choses qui répondent, mais des milliers de « Moi, je ne suis pas comme ça ! ». Dans ce livre, l'autrice prouve pourtant par de nombreux exemples que même ceux qui, en toute bonne foi, ne se croient pas comme ça, le sont souvent un peu quand même. Parce qu'elle refuse de céder au défaitisme, Victoire Tuillon conclut ce livre, mêlant analyses et extraits de ses podcasts, par quelques pistes d'amélioration possibles au quotidien. Formidable approche très accessible du féminisme, *les Couilles sur la table* est à faire lire à tousTEs, pour avancer vraiment ensemble vers l'égalité hommes-femmes. **Cyrielle L.A.**

RÉCIT **Des îles (mer d'Alborán 2023), de Marie Cosnay**

Éditions de l'Ogre, 2024, 238 pages, 21 euros.

Des îles – mer d'Alborán 2022-2023 est le troisième volume d'une série d'ouvrages, entre enquête de terrain et récit documentaire, consacrés à une histoire orale de l'exil vers l'Europe !

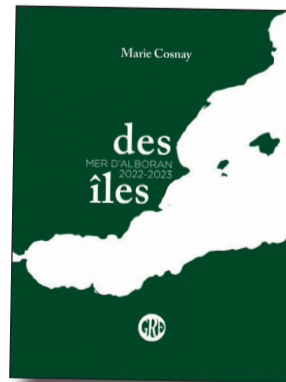
Une autrice de terrain!

Marie Cosnay habite, écrit et milite dans le sud-ouest, à Bayonne. Elle explique, lors d'une rencontre provoquée autour de son ouvrage dans une librairie de Rennes que sa présence sur une des routes de migration depuis le sud, via l'Espagne, justifie presque naturellement à la fois son engagement aux côtés des migrantEs, dans la prise en compte concrète de leurs besoins élémentaires, dans un cadre associatif, et son engagement littéraire sur la thématique de l'exil.

Écrivaine et militante, témoin de notre temps, Marie Cosnay se veut porteuse de la parole de celles et ceux qui en sont privéEs, jusque dans la mort, jusque dans l'après-la-mort.

DisparuEs...

Dans ce livre, le troisième de la trilogie *Des îles* — la trilogie, une évidence pour Marie Cosnay — l'autrice explore la question des morts sur les routes de l'exil. Elle se retrouve, sur les rives de la mer d'Alborán², pleinement engagée aux côtés d'un frère, d'une sœur, de « disparuEs », ceux que l'on (les États, ceux de leur départ, ceux de leur destination) ne veut pas dire morts en l'absence — prétendue — de corps retrouvés. Pour elleux, il s'agit de rendre à



ces personnes la dignité qui leur est due mais qui leur est déniée jusque dans la mort par les États européens.

Elle raconte, par de courts récits émaillés d'échanges avec les différents protagonistes de cette croisade intime, le parcours du

combattant visant à faire admettre par les autorités l'existence d'un naufrage, la découverte d'un corps, une inhumation expéditive voire une crémation en toute discrétion, toutes options contraires à leurs rites traditionnels. La plupart étant musulmans, le refus de leur accorder un rapatriement et/ou une inhumation digne plonge des familles entières dans un profond désarroi. C'est le cas de Ryad, devenu un ami de Marie, qui cherche son frère et jamais ne renoncera.

Vincent Gibelin

1 – *Lesbos 2020 – Canaries 2021*, volume 1 (2021), et *Îles des faisans 2021-2022*, volume 2 (2023).
2 – Partie la plus occidentale de la mer Méditerranée, comprise entre la péninsule ibérique au nord, le Maghreb au sud et le détroit de Gibraltar à l'ouest.

KURDISTAN « Cette révolution que nous menons, c'est une révolution des femmes »

*Le Kurdistan est un pays qui n'est représenté sur aucune carte mais qui concerne pourtant des dizaines de millions de personnes qui vivent entre la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Irak. L'État turc d'Erdogan mène une guerre sans merci contre le peuple kurde. Entretien avec **Berivan Firat**, porte-parole des relations extérieures du CDK-F (Conseil démocratique kurde en France) pour parler de la lutte du peuple kurde ici et là-bas.*

Est-ce que tu peux nous présenter ce qu'est le CDK-F, son périmètre et ses activités ?

Le CDK-F fédère 27 associations en France et mène des activités ici sur le plan social et politique pour aider la communauté kurde à s'intégrer, mais aussi et surtout pour faire connaître la question kurde, les violations de droit aux quatre coins du Kurdistan mais aussi en Europe, notamment en France. Ce n'est pas facile tous les jours d'être du CDK-F, mais comme dans tous les combats du peuple kurde, à tous les niveaux, on résiste.

Paris semble avoir le destin d'être la capitale des assassinats politiques : Ben Barka en 1965, les militants palestiniens de l'OLP ou du FLP dans les années 1970, Dulcie September en 1988, militante de l'ANC, et puis les trois camarades kurdes tués d'une balle dans la tête le 9 janvier 2013. Où en est la justice avec ce triple assassinat ?

Malheureusement, la justice n'a guère avancé. Sakine Cansiz est la cofondatrice du PKK, une militante, une des figures les plus importantes du mouvement kurde qui est à l'origine du projet de l'armée des femmes, l'armée d'auto-défense. Elle est une des fortes camarades d'Öcalan. Au moment de sa mort, ce dernier avait dit : « Tuer Sakine, c'est me tuer, tuer le peuple kurde ». Elle était un symbole extrêmement important. Elle a été tuée en pleine journée, à 50 mètres de la Gare du Nord, par un homme qui s'est avéré être un agent des services secrets turcs, le MIT. Plus tard, sont sorties des notes de service qui commandaient cet assassinat, mais aussi des enregistrements audio partagés sur Youtube. À cette époque, il y avait un conflit entre Gülen et Erdogan, ce qui a permis la diffusion de ces documents. Bien que l'assassin soit connu (il est décédé en prison en 2016), les commanditaires aussi, la justice reste au point zéro, car le dossier est classé « secret défense ». Les notes et les informations aux mains des services secrets français ne sont pas transmises au tribunal et le tribunal ne peut pas faire son travail. Pour une fois, la France avait toute possibilité de rendre la justice sur ce triple assassinat politique, mais les intérêts d'État ont encore une fois été gagnants. La justice est indépendante mais pour qu'elle fasse son travail, il faut que la politique arrête de la brider. Une nouvelle instruction est ouverte depuis 2019 contre les



L'ANTICAPITALISTE

commanditaires mais elle est au point mort parce que la France refuse de lever le secret défense.

Ce triple assassinat est éminemment politique : trois générations militantes ont été tuées...

Trois générations, oui, mais surtout des femmes kurdes. Cette révolution que nous menons, celle que le monde entier applaudit au Rojava, dans le nord et l'est de la Syrie — avec ces femmes qui ont combattu contre les vermines de l'obscurité — nous avons l'habitude de dire que c'est une révolution des femmes. En visant trois générations de femmes, ce sont d'abord les femmes dirigeantes, commandantes, comme Sakine Cansiz, c'est aussi la diplomatie en la personne de Fidan Dogan, et c'est la jeunesse kurde et l'avenir du Kurdistan à travers Leyla Söylemez qui sont visées. Ce triple assassinat ne doit rien au hasard. Ce ne sont pas des victimes collatérales. Des hommes des services secrets turcs étaient partis dans le nord de l'Irak pour tenter de mener des attaques ciblées contre les dirigeantEs du PKK, et ils ont été pris et détenus pendant deux ans et demi jusqu'à ce que la Turquie les fasse taire en les bombardant. Ils ont néanmoins donné les noms des signataires des ordres de mission pour l'assassinat des trois militantes, en précisant que ces ordres ne pouvaient être donnés sans l'accord d'Erdogan. C'est un assassinat politique commis par un État étranger en France qui est un pays qui se dit souverain !

Le champ de guerre a semblé s'étendre à toute l'Europe. En Belgique en 2017, un attentat contre le Congrès national du Kurdistan est déjoué. La justice belge découvre des cellules dormantes, des sortes de commandos

de la mort, reliées à l'appareil d'État turc. En 2020, en Autriche, des parlementaires étaient visés... Tout cela montre la duplicité des États européens face à une politique planifiée.

En Autriche, ils ont voulu assassiner une députée d'origine kurde. Ils ont voulu la faire taire car elle dénonçait la politique expansionniste de l'État turc, l'occupation dans le nord de la Syrie, la violation des droits en Turquie envers les Kurdes et les autres minorités, les démocrates, les socialistes et les communistes, etc. En Belgique, au moment de l'attentat, le nom d'un des individus arrêtés par la police était cité dans l'assassinat de Sakine, Fidan et Leyla. Ces individus avaient des liens avec l'ambassadeur turc en France qui devait être entendu par des parlementaires mais il a été rappelé à Ankara car il était le deuxième des services secrets turcs. La Turquie est extrêmement dangereuse contre les Kurdes mais aussi les Arméniens. Erdogan veut redessiner les territoires à jamais perdus de l'Empire ottoman. Certes, une république a été fondée en 1923 au détriment des peuples kurde, syrien, arménien mais il n'y a aucune mentalité d'une république.

Des promesses non tenues, comme celle des puissances occidentales dans le traité de Sèvres en 1920 qui devait accorder une région autonome pour les Kurdes, une promesse défaite en 1923 à Lausanne par Kemal qui veut dékurdirifier le Kurdistan. Des révoltes éclatent face aux discriminations pendant plusieurs décennies. À la fin des années 1970, il y a un rebond avec la naissance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce parti, classé par dans la liste des organisations terroristes par l'Union européenne, a fourni à Kobané les combattantEs contre l'État islamique salués par les Européens.

Le PKK a perdu 450 cadres dans les combats à Kobané, ses cadres

les plus importants formés sur dix, vingt, trente ans. Des cadres non seulement capables de combattre, de débattre, d'analyser, de porter un regard sur l'économie, l'écologie, la question des femmes. Daesh et al-Nosra étaient déclarés comme ennemis numéros 1 par les Occidentaux. Les Kurdes ont combattu l'ennemi numéro 1 du monde à leur porte certes mais pour tout le monde. Pourtant, une fois revenuEs en Europe, ces combattantEs redeviennent des terroristes. Comme Emine Kara, assassinée le 23 décembre 2022, qui avait demandé l'asile en France [...]

Erdogan continue sa politique. Mais Femme, Vie, Liberté, le slogan lancé après la mort de Jina Mahsa Amini à Téhéran en 2022, vient du combat des femmes kurdes...

Dans les académies populaires de formation, on enregistrait des cassettes. On voit, autour de 1991, Öcalan parler à Sakine Cansiz et lui dire que si les femmes ne sont pas libres, elles ne peuvent pas vivre et donc pas faire la révolution. En 2003, des femmes kurdes proches du PKK avaient sorti ce slogan : si la femme n'est pas libre, la société n'est pas libre. La femme, c'est la vie, la victoire et la liberté. Depuis 2013, nous l'utilisons dans toutes nos actions. Nous avons eu beaucoup de mal à le faire dire aux hommes. Sur la tombe de Mahsa Amini (ou Jina Emîni) est inscrit ce slogan. C'est plus qu'un slogan pour nous, c'est une philosophie. On ne peut pas parler de liberté d'une société sans la liberté de la femme. C'est d'abord la liberté de la femme, puis celle de la société. C'est pour cela que la femme est le sens de la vie, la femme est le sens de la résistance. La femme est l'aboutissement de la victoire. [...]

Propos recueillis par Olivier Besancenot

À voir sur le site

Découvrir l'interview intégrale :



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/L_anticapitaliste)
[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.t.me/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°153 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org